

[Text]

you would have to look at significant restructuring of the whole system because of the distributional impacts it would have. I do not know if that answers your question.

**The Chairman:** No, it does not answer the question. We share the concern that you cannot just add cost on by taxing a particular unit—let us say a tonne of coal—without adding it on to something that has already been a factor in previous decisions. In targeting an objective such as reducing the amount of carbon emissions into the atmosphere, there is this concern: To what extent are we already encouraging or discouraging or offsetting one with the other in that particular commodity, because we are using a tax to achieve a policy objective that is not revenue related, but rather a different objective, namely, limiting GHGs (greenhouse gases). You do not have an answer, which is okay. Do you want to comment further?

**Mr. McCloskey:** I think you can design them, depending upon the tax in question and a revenue neutral basis where you are penalizing some people. Perhaps you could use that money and give it back to the industry, along the lines of the example I used earlier of Sweden, a country that feeds the money back into the system to help companies buy pollution abatement equipment. So good performers are rewarded, and bad performers are penalized; but, the total amount of money collected ends up going back into the system. So, the industry is not negatively impacted by the new tax. There are winners and losers, though, within the industry itself.

One of the concerns of industry in this area—although many companies are keen on the idea of economic instruments because they see it as a more effective and efficient way of meeting environmental targets—is that this would just be a new revenue source. They are keen on having it implemented on a revenue-neutral basis so that any new revenues produce other ones.

**The Chairman:** To follow up on that, industry's way of talking about this seems to be to say, "Well, perhaps we do not want any intervention. The market itself would be a preferable way—with no inference—to deal with this." However, most people in the industry accept that there will be intervention at some point if we pursue these objectives. They talk about internalizing environmental costs along with other costs into the price of a unit of energy. Unfortunately, one person was saying that there are some 70 different ways to internalize

[Traduction]

ment une taxe supplémentaire. Dans d'autres cas, comme celui de la taxe sur les hydrocarbures, il vous faudrait envisager une restructuration importante de tout le système à cause des effets distributifs qui en découleraient. Je ne sais pas si cela répond à votre question.

**Le président:** Non, ça ne répond pas à ma question. Nous sommes d'avis que vous ne pouvez pas vous contenter d'augmenter les coûts en imposant une unité particulière—disons une tonne de charbon—sans tenir compte d'autres facteurs pris en considération dans des décisions antérieures. Lorsqu'on se fixe un objectif tel que la réduction de la quantité d'émissions d'hydrocarbures dans l'atmosphère, on doit se poser la question suivante: Dans quelle mesure ne poursuivons-nous pas déjà des objectifs conflictuels pour ce qui est de ce produit en particulier, parce que nous utilisons une taxe dans le but d'atteindre un objectif de politique qui n'est pas lié à des revenus, mais plutôt à un objectif différent, à savoir limiter les émissions de gaz à effet de serre. Vous n'avez pas de réponse, ce qui est correct. Avez-vous d'autres commentaires?

**M. McCloskey:** Je crois que vous pouvez les appliquer à une affectation précise, compte tenu de la taxe en question et de l'incidence nulle du revenu qui fait en sorte qu'on pénalise certaines personnes. Peut-être pourriez-vous utiliser cet argent et le remettre à l'industrie, un peu comme dans l'exemple que je donnais plus tôt en parlant de la Suède, un pays qui réinjecte l'argent dans le système afin d'aider les compagnies à acquérir des équipements de lutte contre la pollution. Ainsi, les entreprises qui ont un bon dossier sont récompensées, tandis que celles qui polluent sont pénalisées; mais le montant total des sommes prélevées finit par retourner dans le système. La nouvelle taxe n'a donc pas de répercussions négatives sur l'industrie. À l'intérieur de l'industrie elle-même, cependant, il y a des gagnants et des perdants.

L'une des préoccupations de l'industrie dans ce domaine—même si de nombreuses compagnies sont emballées devant la perspective de la création d'instruments économiques parce qu'elles y voient un moyen plus efficace d'atteindre les buts qu'elles se sont fixés en matière d'environnement—est que cela ne constitue qu'une source de revenus de plus. Elles tiennent beaucoup à ce que cette mesure soit mise en oeuvre sans égard au revenu, de sorte que tout nouveau revenu en produise d'autres.

**Le président:** Pour enchaîner là-dessus, il semble que le point de vue de l'industrie consiste à dire «Voilà, peut-être nous ne voulons pas d'intervention. Il serait préférable—sans en tirer de conclusion—de nous en remettre au marché lui-même pour régler cette question.» Toutefois, la plupart des gens dans l'industrie admettent qu'il faudra bien intervenir un jour ou l'autre si nous voulons atteindre ces objectifs. On parle d'internaliser les coûts liés à la protection de l'environnement ainsi que d'autres coûts dans le prix d'une unité d'énergie.